

Clôture de la conférence des maires d'Afrique centrale Pour de bonnes pratiques d'autonomie

Frédéric Serge LONG
Yaoundé/Cameroun

A l'initiative de l'AIMF et de l'Union européenne, avec l'appui de la Communauté urbaine de Yaoundé, la rencontre de la capitale camerounaise a permis de dégager un plan collectif de dynamisation des autorités locales à travers l'identification de stratégies précises énoncées par les participants.

OUVERTE le vendredi 15 janvier dernier à Yaoundé (Cameroun), la conférence sous régionale des maires des capitales politiques et économiques d'Afrique centrale s'est achevée samedi après-midi sur la volonté commune des participants de doter les collectivités locales de la zone Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) d'outils et techniques nécessaires et utiles à leur autonomisation. A l'initiative de l'Association internationale des maires



Photo : Long

La photo de famille à l'issue des assises.

francophones (AIMF) et de l'Union européenne, avec l'appui de la Communauté urbaine de Yaoundé (CUY), la rencontre de la capitale camerounaise aux sept collines a servi de base d'échanges et de réflexion pour réaliser le pas vers l'instauration, à l'échelle sous régionale, de bonnes pratiques et de techniques en vue de renforcer l'autonomie financière des autorités locales. Ceci à travers le

dégagement d'un plan collectif de dynamisation et l'identification de stratégies précises. A la tête d'une délégation, le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda a pris une part active à ces travaux auxquels également étaient associés des parlementaires, experts techniques des secteurs de l'adressage et la gestion des finances locales, ainsi que les représentants des struc-

tures décentralisées des pays de la Cémac. Si pour certaines communes d'Afrique centrale, la mise en place du logiciel Sim-ba, par l'AIMF, en vue de la modernisation de leur chaîne budgétaire et comptable, a donné lieu à des résultats probants (traçabilité des opérations, amélioration des recettes, maîtrise du fichier des contribuables, embellie financière, etc.), les avis des uns et des autres

sont allés dans le sens de la finalisation de cet outil dans les communes restantes. Tout comme s'agissant de l'instauration d'un cadre institutionnel d'évaluation de bonnes pratiques, la mise en place d'une taxe sur l'habitation, l'association des services fiscaux de l'Etat aux agents municipaux dans l'élaboration des budgets, et l'élargissement de l'assiette fiscale communale à d'autres préoccupations. Une gestion axée sur les résultats que les participants aux travaux de Yaoundé ont appelée de tous leurs vœux, afin que les collectivités locales puissent véritablement stimuler le développement. La politique d'adressage a également focalisé les attentions. Sa mise en place, à vitesse variable d'une commune à une autre en Afrique centrale, a permis de maximiser les recettes, de dynamiser le recensement, le recouvrement et le contrôle. Avec des impacts positifs sur la gestion des voiries, l'information urbaine, les performances de

la fiscalité, et l'utilisation des services concédés (eau, électricité, publicité, téléphone, etc.). En plus d'intégrer l'humain dans la gestion urbaine, les assises de Yaoundé ont mis un point d'orgue sur le vivre ensemble par la gestion participative et le management communautaire. Ceci pouvant se traduire dans les faits par l'instauration d'un dialogue permanent avec les populations à travers des supports tels que les radios communautaires ou Internet, l'encouragement de la participation de toutes les couches sociolinguistiques à l'action communale, le jumelage des villes, la promotion de la création associative, etc. L'exemple de Bangui (Centrafrique) dans ce sens, pourtant en proie tout récemment aux conflits, a été saisissant. En somme, il y a là comme un ensemble de voies et de moyens pour renforcer l'autonomisation des autorités locales de la sous-région, afin de leur permettre de mettre en pratique leur vision de la politique urbaine.

Opposition et Majorité/Un week-end de démissions

Moulengui Boukossou et Massavala Maboumba changent de camp

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Ces deux personnalités se sont exprimées, le week-end écoulé, en présence de leurs partisans respectifs. Jusque-là vice-président du Parti social démocrate (PSD) de Maganga Moussavou, le premier rejoint l'équipe de Jean Ping du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA). Ancien conseiller politique du chef de l'Etat, le second, quant à lui, quitte le Parti démocratique gabonais (PDG) pour rejoindre l'opposition sans préciser au sein de quelle formation politique.



Photo : ERIC LAPETHA

L'ancien vice-président du PSD, Vincent Moulengui Boukossou, est aussi un spécialiste de la transhumance.

VINCENT Moulengui Boukossou et Frédéric Massavala Maboumba ont officiellement démissionné de leurs partis politiques d'origine. Le



Photo : SM

Frédéric Massavala Maboumba, un habitué des démissions.

premier cité, quitte le Parti social démocrate (PSD) de Pierre-Claver Maganga Moussavou, où il occupait le poste de vice-président, pour désormais combattre aux

côtés de Jean Ping (FOPA) avec qui il a été aperçu lors des récentes sorties de ce dernier, dans la province de l'Estuaire notamment. Pour le second, ce n'était que la confirmation d'une rumeur persistante. Au cours d'une déclaration, samedi dernier, à la Chambre de Commerce, Frédéric Massavala Maboumba a évoqué les raisons de son départ du Parti démocratique gabonais (PDG) pour l'opposition. Même si pour l'instant, il n'a pas encore précisé dans quelle écurie de l'opposition il va évoluer, l'ancien conseiller politique du président de la République entend mettre toute son énergie au service de ses nouveaux alliés. Toutefois, la présence à cette sortie de

certaines personnalités, entre autres, Jean-François Ntoutoume Emame, Boussamba Mapaga, Paul-Marie Gondjout, Didjob Divungi Di Dingo, etc., en dit long. A noter que le nouvel opposant, du reste habitué des démissions, fut l'un des membres fondateurs de l'Alliance démocratique républicaine (Adere) dont il démissionna, quelques années plus tard, pour rejoindre le parti au pouvoir. Par ailleurs, s'adressant à ses nouveaux alliés de l'opposition, le natif de Mboukou (département de Tsamba-Magotsi dans la Ngounié) les a invités à avoir un sens aigu des enjeux de 2016. Selon lui, ces enjeux sont «le passé du Gabon face à son avenir».

Collectif de lutte contre les violences faites aux femmes

Le ministre de l'Intérieur rassure les commerçantes

SM
Libreville/Gabon

PACÔME Moubelet Boubeya a récemment reçu à son cabinet, le Collectif de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce regroupement d'associations conduit par sa présidente, Paulette Missambo, est venu traduire au ministre les violences policières dont sont victimes les femmes commerçantes dans les marchés. Prenant appui sur les vidéos récemment diffusées sur plusieurs médias montrant des femmes commerçantes dénudées pour exprimer leur ras-le-bol, la présidente du groupe a déploré l'attitude de la police nationale



Photo : DR

Paucôme Moubelet Boubeya, recevant le mémorandum des mains de la présidente du Collectif, Mme Paulette Missambo.

qui, selon elle, terrorise ces femmes plus qu'elle ne les sécurise à travers le racket qu'elles subissent au quotidien. Et, à travers la saisie ou la destruction systématique de leur marchandise. Ces femmes ont, par la voie de madame Paulette Missambo, sollicité du ministre,

Paucôme Moubelet Boubeya une action forte et vigoureuse envers ces policiers véreux qui «agissent parfois de cette façon par manque d'une formation de qualité». L'ancienne ministre de la Santé a également évoqué les incidents survenus lors de la marche citoyenne commé-



Photo : DR

Une phase de la rencontre.

morant la Journée des Nations unies pour la lutte contre les violences faites aux femmes, en novembre dernier. En réponse aux préoccupations du Collectif, le ministre de l'Intérieur a rassuré ses membres de ce que des sanctions ont été prononcées à la

suite de l'épisode des vidéos malsaines qu'il avait d'ailleurs condamnées. Aussi a-t-il salué la démarche républicaine entreprise par cette structure. Celle-ci s'inscrit dans le cadre du dialogue, de l'apaisement et de la prise en compte par les autorités compétentes des problèmes

qui sont réels. Le membre du gouvernement a reconnu la corruption et les trafics de tout genre qui sévissent dans les marchés de la capitale, non sans dénoncer les arrangements que certaines commerçantes font en complicité de certains policiers véreux. Pour régler de manière définitive toutes les questions soulevées, le locataire de l'avenue de Cointet a dit faire confiance à la décentralisation. Cependant, il a proposé, à court terme, la mise en place d'un groupe de travail impliquant toutes les parties (ministère, municipalité, femmes commerçantes, Préfecture de police). À noter qu'un mémorandum retraçant tous les travers dénoncés a été remis au ministre.